

SITUATION DE LA FEMME RURALE AU MAROC

Cette année, la Journée Internationale de la femme est célébrée sous le thème «l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'éradication de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels». Ce thème est choisi pour mettre en exergue le rôle de la femme dans le développement agricole et rural, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

En 2011, le Maroc comptait 16,4 millions de femmes représentant 50,8% de sa population, dont 41,6% vivaient en milieu rural. Les femmes rurales sont relativement plus jeunes que leurs concitoyennes citadines, 29% sont âgées de moins de 15 ans contre 24%. Un peu moins des deux-tiers (62,2%) sont en âge de travailler (15-60 ans) et 8,8% sont âgées de 60 ans ou plus.

Cette structure plus jeune des femmes rurales s'explique, outre l'exode rural, par une fécondité plus élevée qui, bien qu'en baisse, atteint 2,7 enfants par femme contre 1,8 pour les citadines en 2010.

Les femmes rurales se marient en moyenne à 25,6 ans (2009-2010), soit 1,8 an plus tôt que les femmes citadines. Le mariage précoce recule parmi les femmes rurales, 87,9% âgées de 15 à 19 ans étaient célibataires en 2010 contre 84,4% en 1994.

En termes de mortalité, résumée par l'espérance de vie à la naissance, les femmes rurales vivent en moyenne 6,4 années de moins que les citadines (73 ans contre 79,4). Cet écart s'explique en partie, par la surmortalité aux bas âges. En effet, pour les moins d'un an, sur mille fillettes rurales, 32 décèdent avant de célébrer leur premier anniversaire (en milieu urbain ce taux est de 22,7 pour mille). Quant aux filles âgées de 1 à moins de 5 ans, ce taux est de 6,6 pour mille en milieu rural contre 5,1 pour mille en milieu urbain.

Le recours de la femme rurale au système de santé au cours de la grossesse ou lors de l'accouchement tend à se généraliser mais reste encore en dessous des niveaux observés en milieu urbain. En 2010, 68,3% des femmes rurales étaient couvertes par les soins prénatals contre 47,9% au cours de la période 1994-2003. En milieu urbain, ces proportions sont, respectivement, de 94% et 84,9%. A l'accouchement, 56,7% des femmes rurales bénéficient de l'assistance d'un personnel de santé en 2010 contre 39,5% en 1994-2003 (respectivement 93% et 85,3% en milieu urbain).

Ces inégalités en matière d'accès aux soins de santé se traduisent par un taux de mortalité maternelle en 2009-2010, presque deux fois

plus élevé dans les campagnes que dans les villes (148 pour 100 mille naissances vivantes contre 73 dans les villes).

En matière d'éducation, la femme rurale accuse un retard important par rapport à sa concitoyenne citadine. 58,2% des filles et des femmes rurales âgées de 10 ans et plus sont sans niveau d'instruction en 2011 (contre 29,8% en milieu urbain) et seules 0,6% ont un niveau supérieur (contre 8,7% dans les villes). Ce faible niveau d'instruction devrait s'améliorer grâce à la généralisation de la scolarisation. Le taux spécifique de scolarisation des filles rurales âgées de 6 à 11 ans était de 91,8% en 2009-2010 contre seulement 62,2% en 1999-2000 (respectivement 95,1% et 87,4% dans les villes).

Concernant sa situation sur le marché du travail, la femme rurale est relativement plus active que son homologue citadine. Le taux d'activité des femmes rurales âgées de 15 ans et plus s'élève à 36,6% en 2011, soit près de deux fois celui des citadines (18,1%). Ce taux reste cependant bien inférieur à celui des hommes ruraux qui atteint 80,5%. Les femmes rurales actives sont dans leur quasi totalité occupées, le chômage ne concerne que 2,1% d'entre elles. Elles travaillent dans la quasi totalité des cas (94%) dans l'agriculture, secteur où elles représentent 41,6% de la main d'œuvre. 3 femmes rurales actives occupées sur 4 sont des aides familiales (travail non rémunéré) contre seulement 4,6% dans les villes où c'est plutôt le travail salarié qui domine (80,5% contre 5,5% des actives occupées rurales). En outre, l'auto emploi concerne 17,6% des femmes rurales actives occupées contre 11,8% des citadines.

En 2011, 16% des ménages ruraux sont dirigés par des femmes (contre 20,8% dans les villes). Parmi ces femmes, près de la moitié (50,5%) sont veuves, 39,7% mariées et 6,3% sont divorcées. Un peu moins des deux-tiers (63,2%) des femmes chefs de ménage en milieu rural sont des inactives et 36,2% sont actives occupées.

En matière de niveau de vie, un ménage rural dirigé par une femme dépense en moyenne par personne 37% moins que celui dirigé par une citadine (8.417 DH annuellement contre 13.317 DH). Cet écart se traduit par des disparités importantes en termes de pauvreté. En 2007, près de 15% des ménages ruraux dirigés par des femmes sont pauvres, soit un taux 3,8 fois plus élevé parmi les ménages citadins dirigés par des femmes (4%). Près d'un ménage rural dirigé par une femme sur quatre est vulnérable, alors que cette proportion est d'un peu plus de 1 sur 10 (13,4%) en milieu urbain.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

Direction de la Statistique



Rue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Haut Agdal - Rabat

Tél. : 05 37 27 29 00 - Fax : 05 37 77 32 17 - E-mail : statguichet@statistic.gov.ma

www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة الخارجية

Sommaire

Prix.....	1
Indicateurs économiques et financiers.....	2
Réalisation des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.....	3
Situation de la femme rurale au maroc.....	4



HAUT - COMMISSARIAT AU PLAN

Repères statistiques

Mars 2012 N° 177

BULLETIN MENSUEL

PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2006)

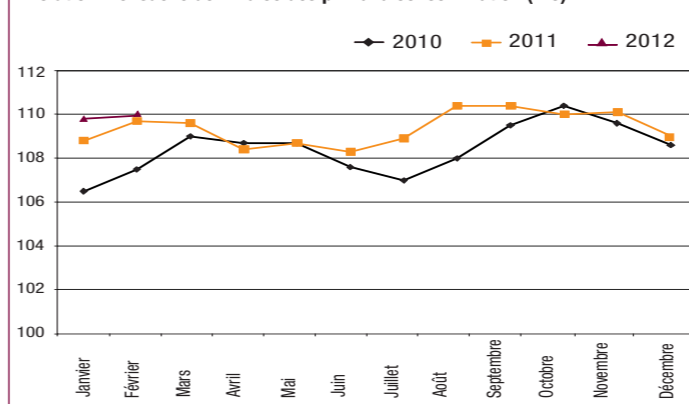
Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a enregistré, au cours du mois de février 2012, une hausse de 0,3% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,7% de l'indice des produits alimentaires et de la stagnation de l'indice des produits non alimentaires. Comparé au même mois de l'année

précédente, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,4% au cours du mois de février 2012.

Le taux d'accroissement de l'indice moyen des deux premiers mois de 2012, par rapport à celui de la même période de 2011, s'établit à +0,6%.

Evolution mensuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC)



DIVISION DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JANV. 2012	FEV. 2012	VAR. %	2011	2012	VAR. %
Produits alimentaires	116,4	117,2	0,7	115,7	116,8	1,0
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	116,9	117,7	0,7	116,1	117,3	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	108,4	108,4	0,0	108,3	108,4	0,1
Produits non alimentaires	105,1	105,1	0,0	104,7	105,1	0,4
Articles d'habillement et chaussures	108,2	108,0	-0,2	105,5	108,1	2,5
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	105,1	105,1	0,0	104,6	105,1	0,5
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,4	107,4	0,0	106,7	107,4	0,7
Santé	103,5	103,5	0,0	103,0	103,5	0,5
Transport	103,7	103,7	0,0	103,0	103,7	0,7
Communication	78,0	78,0	0,0	89,2	78,0	-12,6
Loisirs et culture	96,5	96,3	-0,2	96,5	96,4	-0,1
Enseignement	122,1	122,1	0,0	118,5	122,1	3,0
Restaurants et hôtels	112,4	112,5	0,1	110,0	112,5	2,3
Biens et services divers	110,3	110,4	0,1	108,5	110,4	1,8
Ensemble	109,8	110,1	0,3	109,3	110,0	0,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Evolution de l'IPC par ville

VILLE	INDICES MENSUELS			INDICES DES DEUX PREMIERS MOIS		
	JANV. 2012	FEV. 2012	VAR. %	2011	2012	VAR. %
Agadir	108,5	108,3	-0,2	108,3	108,4	0,1
Casablanca	111,8	112,6	0,7	110,6	112,2	1,4
Fès	109,6	110,0	0,4	109,5	109,8	0,3
Kénitra	109,3	109,5	0,2	108,5	109,4	0,8
Marrakech	109,4	109,1	-0,3	108,3	109,3	0,9
Oujda	108,5	108,8	0,3	110,4	108,7	-1,5
Rabat	107,3	107,7	0,4	108,1	107,5	-0,6
Tétouan	112,4	112,6	0,2	109,1	112,5	3,1
Meknès	111,9	112,5	0,5	110,7	112,2	1,4
Tanger	110,7	111,0	0,3	110,0	110,9	0,8
Laâyoune	110,8	110,5	-0,3	108,6	110,7	1,9
Dakhla	108,0	108,6	0,6	108,1	108,3	0,2
Guelmim	109,3	109,2	-0,1	109,2	109,3	0,1
Settat	111,1	111,2	0,1	110,1	111,2	1,0
Safi	105,1	105,0	-0,1	104,3	105,1	0,8
Beni-Mellal	109,9	111,2	1,2	109,3	110,6	1,2
Al-Hoceima	111,1	110,9	-0,2	110,7	111,0	0,3
Ensemble	109,8	110,1	0,3	109,3	110,0	0,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

Au cours du mois de février de l'année 2012, les indices mensuels par ville ont connu, par rapport au mois précédent, les hausses les plus importantes à Beni Mellal avec 1,2%, à Casablanca avec 0,7% et à Dakhla avec 0,6%. En revanche, des baisses ont été enregistrées dans certaines villes notamment à Marrakech et Laâyoune avec 0,3% et à Agadir et Al-Hoceima avec 0,2%. Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des 2 premiers mois de 2012 par rapport à la même période de 2011 les hausses les plus élevées à Tétouan avec 3,1%, à Laâyoune avec 1,9%, à Casablanca et Meknès avec 1,4% et à Beni-Mellal avec 1,2%; et les moins élevées à Agadir et Guelmim avec 0,1%, à Dakhla avec 0,2% et à Fès et Al-Hoceima avec 0,3%. En revanche, des baisses ont été enregistrées à Oujda avec 1,5% et à Rabat avec 0,6%.

Evolution des variations interannuelles de 2010 à 2012

ANNEE	VARIATIONS EN %	
	FEVRIER/FEVRIER(1)	LES DEUX PREMIERS MOIS (2)
2010	0,1	-0,3
2011	2,0	2,1
2012	0,4	0,6

Source : Haut-Commissariat au Plan (Direction de la Statistique).

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des deux premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	CAMPAGNE AGRICOLE		
	2009/2010	2010/2011*	VAR. %
Agriculture			
Importations des quatre principales céréales (en milliers de Qx)			
Blé tendre	17 510	32 232	84,1
Blé dur	5 622	7 531	34,0
Orge	2 489	2 398	-3,7
Mais	16 953	17 986	6,1
Total	42 574	60 147	41,3

Source : Office National Interprofessionnel des Céréales et des légumineuses

	Situation au mois de janvier		
	2011	2012*	VAR. %
Energie			
Production nette d'électricité (millions de KWh)	1 941	2 153	10,9
Pétrole mis en œuvre (milliers de tonnes)	491	523	6,5
Bâtiment			
Consommation de ciment (milliers de tonnes)	1 263	1 578	24,9

Sources : ONE, SAMIR et Association Professionnelle des Cimentiers.

Echanges extérieurs

	Situation au mois de janvier		
	2011*	2012*	VAR. %
Commerce Extérieur (FOB/FOB)			
Exportations (en millions de dirhams)	20 471	21 438	4,7
Biens	12 546	12 859	2,5
dont : Vêtements confectionnés	1 583	1 566	-1,0
Services	7 925	8 579	8,3
dont : Voyages	4 214	4 214	-
Importations (en millions de dirhams)	28 508	32 297	13,3
Biens	24 038	27 239	13,3
dont : Produits énergétiques	6 338	6 662	5,1
Solde commercial	- 8 037	- 10 859	
Taux de couverture en %	71,8	66,4	
Recettes M.R.E. (en millions de dirhams)	4 264	4 337	1,7

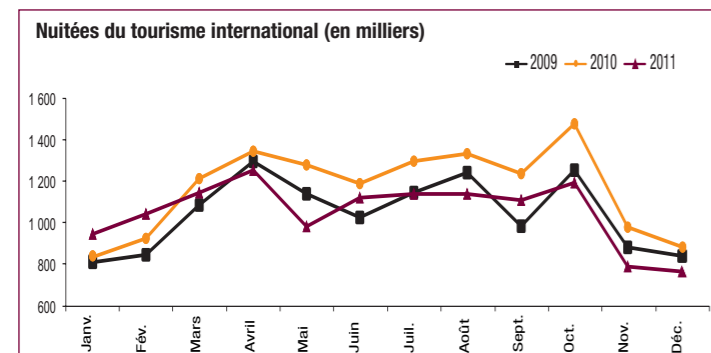
M.R.E. : Marocains Résidant à l'Étranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à décembre		
	2010	2011*	VAR. %
Nuitées globales dans les hôtels classés (en milliers)	18 020	16 869	- 6,4
dont : Nuitées du tourisme international (en milliers)	13 955	12 419	-11,0

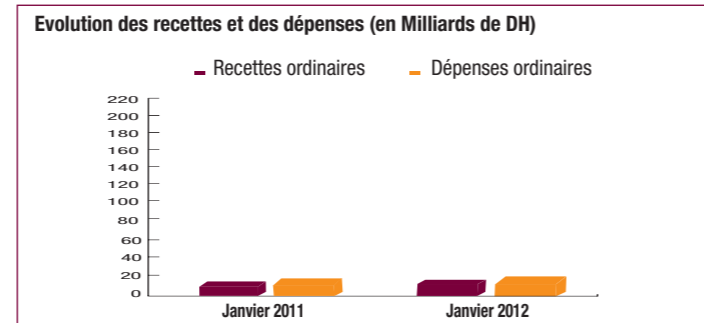
Source : Ministère du Tourisme et de l'Artisanat.



Finances publiques

	Situation au mois de janvier		
	2011 ^R	2012*	VAR. %
Recettes ordinaires (en millions de DH)	16 047	17 533	9,3
Dépenses ordinaires (en millions de DH)	18 508	19 348	4,5
Dettes publiques	2 065	1 779	-13,8
Investissement (en millions de DH)	7 320	6 382	-12,8
Solde des comptes spéciaux du Trésor (en millions de DH)	3 874	7 004	
Déficit / Excédent global (en millions de DH)	- 5 907	- 1 194	

Source : Ministère de l'Economie et des Finances.

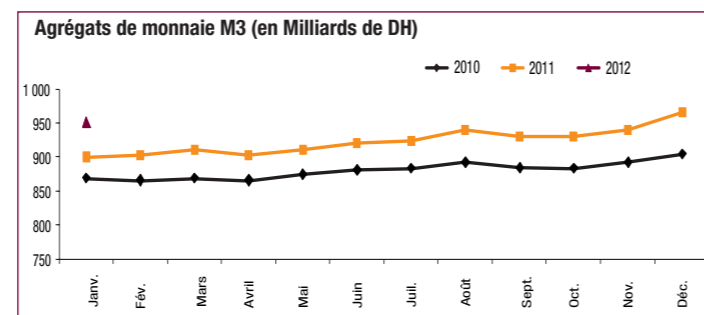


Monnaie

	Situation au mois de janvier		
	2011 ^R	2012*	VAR. %
Agrégats de monnaie M3 (en millions de DH)	900 077	951 708	5,7
Agrégats de placements liquides (en millions de DH)	339 111	358 801	5,8
Contreparties de la monnaie (en millions de DH) (1)	851 842	909 169	6,7
Avoirs extérieurs nets	195 437	163 942	-16,1
Créances nettes sur l'administration centrale	91 046	117 126	28,6
Créances sur l'économie	712 334	786 374	10,4
Ressources à caractère non monétaire	133 949	149 881	11,9
Autres postes nets	13 026	8 392	-35,6

(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'Administration Centrale + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de janvier		
	2011 ^R	2012*	VAR. %
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	37 870	3 152	-91,7
Capitalisation boursière (en millions de DH)	574 929	523 474	-8,9
Indice MASI	12 589,31	11 211,71	-10,9
Indice MADDEX	10 292,87	9 172,59	-10,9
O.P.C.V.M.	3 Fév. 2012	2 Mars 2012	VAR. %
Nombre	341	342	0,3
Actifs nets (en millions de DH)	230 004	229 745	-0,1

OPCVM : Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

* : Données provisoires

R : Données rectifiées

RESULTATS DES ENQUETES DE CONJONCTURE AUPRES DES ENTREPRISES

Cette section présente l'appréciation des chefs d'entreprises, telle qu'elle ressort des enquêtes de conjoncture réalisées trimestriellement par le Haut Commissariat au Plan auprès des secteurs de l'industrie manufacturière, de l'énergie, des mines et du Bâtiment et Travaux Publics (BTP). Cette appréciation porte sur l'évolution de l'activité au cours du 4ème trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent et les pronostics pour le 1er trimestre 2012.

I. Réalisations au cours du 4ème trimestre 2011

Selon les responsables des entreprises du BTP, l'activité du secteur aurait enregistré au 4ème trimestre 2011 une baisse par rapport au trimestre précédent. C'est ainsi que 48% des patrons déclarent une baisse de leur activité et 52% sont partagés à égalité entre la stabilité et la hausse. La baisse résulterait, principalement, du recul dans le sous-secteur du Bâtiment (51% des patrons déclarent une baisse, 26% une stabilité et 23% une hausse) notamment au niveau des activités de la «Construction du gros œuvre de bâtiments», de la «Construction de lignes électriques et de télécommunication» et de la «Peinture».

En revanche, les activités des Travaux Publics auraient connu une légère hausse au 4ème trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent due particulièrement à la hausse de l'activité dans la «Construction du gros œuvre de bâtiment» et dans les «Travaux spécialisés de génie civil».

La production du secteur manufacturier aurait connu, quant-à-elle, une tendance haussière au cours du 4ème trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. C'est ainsi que 47% des chefs d'entreprises déclarent une hausse de la production, 21% une stabilité et 32% une baisse. Cette amélioration résulterait, principalement, des hausses de la production dans les branches des «Produits des industries alimentaires», des «Ouvrages en métaux (non compris machines, matériel de transport)», des «Bois, articles en bois, vannerie et meubles» et des «Boissons et tabacs».

S'agissant du secteur minier, la production aurait connu, selon les déclarations des chefs d'entreprises, une hausse au 4ème trimestre 2011 par rapport au 3ème trimestre de la même année suite, notamment, à l'augmentation de la production des «Minéraux non métalliques». En revanche, le secteur de l'énergie aurait connu une baisse qui s'expliquerait par une diminution de la production de «l'électricité».

Par ailleurs, la situation des carnets de commande au terme du 4ème trimestre 2011 a été jugée d'un niveau normal par la majorité des chefs d'entreprises dans le secteur de l'énergie, 55% parmi ceux des industries de transformation, 50% parmi ceux du BTP et 21% parmi ceux du secteur des mines. Ce niveau a été jugé, en revanche, peu garni par 76% des chefs d'entreprises dans le secteur des mines, 46% dans le BTP et 35% dans le secteur des industries de transformation. Pour ce qui est de l'emploi, il ressort des déclarations des patrons d'entreprises que les effectifs employés dans le BTP et les industries de transformation auraient connu une stabilité durant le 4ème trimestre 2011. En effet, 44% des opérateurs du BTP déclarent une stabilité

et 56% sont partagés à égalité entre la hausse et la baisse. Pour ce qui est des industries de transformation, 64% des patrons déclarent une stabilité des effectifs employés. En revanche, 76% des chefs d'entreprises dans le secteur des mines et 94% dans l'énergie déclarent une baisse des effectifs.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête montrent que la capacité productive des entreprises, au cours du 4ème trimestre 2011, a été sous-utilisée à environ 32% dans le secteur du BTP (contre 34% un trimestre auparavant), 22% dans les industries de transformation (contre 24%), 18% dans l'énergie (contre 15%) et 13% dans le secteur des mines (contre 14%). Dans ce sens, la sous-utilisation de la capacité de production industrielle varie de 12% au niveau de la branche du «Matériel du transport» à 40% au niveau de la branche des «Machines et matériaux d'équipement (n.c matériel de transport)».

Enfin, il convient de noter que la majorité des entreprises du secteur des mines, 63% du secteur manufacturier, 49% du BTP et 34% du secteur de l'énergie auraient réalisé des investissements en 2011, en particulier, dans le remplacement d'une partie du matériel et l'extension de l'activité. L'investissement dans de nouvelles activités a concerné, exclusivement, les mines (87% des entreprises) et les industries de transformation (17%).

II. Pronostics pour le 1er trimestre 2012

Les pronostics pour le 1er trimestre 2012 tels qu'avancés par les patrons des entreprises interviewés font ressortir que 64% des opérateurs du BTP prévoient une stabilité de leur activité, 16% une hausse et 20% une baisse.

Les opérateurs du secteur manufacturier s'attendent, également, à une stabilité de l'activité au cours du 1er trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Cette stabilité résulterait, principalement, d'une part, des augmentations de la production dans les branches des «Produits de la chimie et de la parachimie», du «Matériel du transport» et des «Produits de l'industrie métallique de base», et, d'autre part, des diminutions de la production dans les branches des «Autres produits des industries alimentaires» et des «Boissons et tabacs».

Par ailleurs, dans le secteur des mines, les chefs d'entreprises anticipent une hausse de la production qui s'expliquerait par une progression conjuguée de la production des «minerais métalliques» et de celle des «minerais non métalliques». En revanche, dans le secteur de l'énergie, une baisse de la production est prévue et serait due à une diminution de la production de l'«Electricité».

En ce qui concerne l'évolution des effectifs de la main-d'œuvre, les chefs d'entreprises prévoient pour le 1er trimestre 2012 une hausse des effectifs employés dans l'énergie (94% des chefs d'entreprises prévoient une hausse) ; une stabilité dans le BTP (79% des patrons anticipent une stabilité) et dans les industries de transformation (73%) et, plutôt, une baisse dans les mines (76% des chefs d'entreprises prévoient une baisse).